

Tunisie : Human Rights Watch dénonce des arrestations pour "homosexualité"

Le gouvernement tunisien se servirait de données personnelles et "d'examen anaux" pour identifier et poursuivre les homosexuels.

Human Rights Watch dénonce jeudi dans un communiqué diffusé sur son site la traque des autorités envers les homosexuels en Tunisie. Selon l'ONG, les policiers confisqueraient et fouilleraient les téléphones des hommes suspectés d'homosexualité, un "délit" passible de trois ans de prison. Ils utiliseraient ensuite les informations obtenues pour leur faire subir des "tests anaux" afin de les poursuivre en justice pour "sodomie".

Human Rights Watch a mené des entretiens avec six hommes poursuivis en 2017 et 2018 pour homosexualité. L'organisation souligne qu'au-delà de la "violation du droit à la vie privée", ces affaires sont 'marquées par des allégations de mauvais traitements infligés en détention par la police, d'extorsion d'aveux, et de déni de leur droit d'accéder à un avocat.'

L'ONG demande l'annulation des poursuites judiciaires pour homosexualité menées dans le pays, arguant qu'elles entrent en contradiction avec le "Pacte international relatif aux droits civils et politiques" dont la Tunisie est signataire et qui interdit toute discrimination.